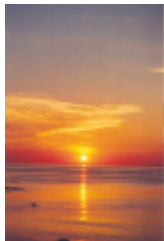


**23 février 2004**

**Préparons la grève générale publique-privée « tous et toutes ensemble »**



Notes pour la présentation à l'assemblée publique de l'UFP-Outaouais sur la grève générale.

**1. Pourquoi les lois scélérates adoptées à la vapeur à la fin décembre par le gouvernement Charest ?**

- ✓ Elles visent surtout à affaiblir très sérieusement les syndicats
  - en permettant la sous-traitance sauvage (avec désyndicalisation) comme cela s'est fait au Holiday Inn Crown Plaza où le tiers des postes ont été sous-traités avec perte de syndicalisation ;
  - en stimulant le maraudage dans le secteur de la santé où les syndicats sont très combatifs.
- ✓ Elles veulent ainsi briser le seul obstacle de taille à la soi-disant « ré-ingénierie » c'est-à-dire à la privatisation (attention aux euphémismes trompeurs comme partenariat public-privé) des services publics qui commencerait immédiatement par les employéEs de soutien et le transport public.
- ✓ Sachant que ces lois soulèveraient une immense colère syndicale, le PLQ a procédé très rapidement, en début de mandat et à un moment non propice à la mobilisation (Fêtes, examens pour les étudiants)

Résultat :

- ✓ le gouvernement a réussi
- ✓ mais aux prix
  - d'une importante mobilisation, le 11 décembre,
  - et d'une forte impopularité qui persiste.

**2. Le 11 décembre marque une rupture...**

- ✓ Blocage de ports et de routes (en Outaouais, du Casino)
- ✓ Mobilisation de toutes les centrales syndicales
- ✓ Appui de la majorité des mouvements populaires

**... mais une rupture inachevée.**

- ✓ Quelques dizaines de milliers, pas des centaines de milliers

- ✓ Absence des mouvements étudiant et écologique
- ✓ Coordination imparfaite entre les centrales
- ✓ Une grève de 24 heures aurait été possible (125 votes à la FTQ) mais les hautes directions syndicales y ont renoncé.

Résultat mitigé :

- ✓ l'idée de la grève générale se discute de plus en plus à la base, surtout dans le secteur de la santé
  - ...et elle est mise en pratique par les chargéEs de cours
- ✓ mais sans que les hautes directions syndicales aient renoncé à la vieille idée de la « concertation »
  - sous le règne du PQ, la « concertation » les a conduit à accepter la politique du « déficit zéro », la mère de toutes les politiques néolibérales dont le PLQ est le continuateur avec sa réingénierie-privatisation.

### 3. Avec la « concertation », le PLQ a repris l'initiative

- ✓ Après les Fêtes, le PLQ a lancé une « consultation pré-budgétaire » — ce que le PQ n'avait jamais fait — à laquelle les centrales et les groupes populaires ont consenti.
  - L'archi-populiste Ministre des finances, par des promesses sur la question du logement et des manœuvres audacieuses — que le Premier ministre du Canada imitera car il a bien besoin de se faire louer de ce temps-ci — cherche, avec un certain succès, à créer des failles dans le front anti-PLQ
- ✓ Par sa promesse de gel des frais de scolarité durant le mandat et les consultations parlementaires sur les universités et ensuite les cégeps, le PLQ a gelé pour l'instant le mouvement étudiant.
- ✓ En renonçant à contester le jugement sur l'équité salariale favorable aux femmes... même s'il veut faire traîner les choses, et en promettant 15 000 places supplémentaires... même si c'est surtout dans le privé, le PLQ veut rassurer les femmes. On verra le 8 mars si ça marche.
- ✓ En concédant aux écologistes de meilleures conditions de consultation sur le Suroît, le PLQ arrête pour l'instant leurs manifestations... même s'il ne renonce à rien sur le fond.
- ✓ Pour embourber les centrales syndicales dans une concertation à la PQ, le PLQ leur a proposé des forums, ce à quoi les hautes directions syndicales ont consenti. Pourquoi pas un boycottage comme l'on fait les patrons des sociétés de transport urbains jusqu'à ce qu'ils obtiennent leurs 80 millions \$ ?

Résultat : malgré sa grande impopularité, malgré le 11 décembre, le PLQ réussit pour l'instant à éteindre tous les feux, quitte à revenir à la charge quand la conjoncture sera plus favorable, afin de concentrer sur l'essentiel : infliger une défaite décisive aux syndicats du secteur public pour bulldozer la privatisation.

**4. Pendant ce temps, la grève générale « tous et toutes ensemble » ne se prépare pas même si ça pousse fort surtout dans le secteur de la santé.**

- ✓ Le plan de mobilisation prévoit certes de grandes mobilisations lors de dates symboliques (8 mars, 14 avril, 1<sup>er</sup> mai) et peut-être des grèves de 24 heures à des dates indéterminées. On y sera... mais on ne voit pas poindre une grève générale à l'horizon ni d'ailleurs une étroite collaboration ces grandes centrales entre elles.
- ✓ L'exemple ontarien montre que même de très grandes manifestations (200 000 à Toronto en 1997) accompagnées de grèves générales de 24 heures, et même entrecoupées de grèves sectorielles mais en rangs dispersés, ne peuvent pas venir à bout d'un gouvernement déterminé. On n'obtient que des carottes... et du bâton. Il faut absolument arriver à une grève générale illimitée pour renverser le cours des choses. Sans cela, les gens finissent par se décourager des grosses manifs qui ne donnent rien.
- ✓ À trop tergiverser, on laisse le PLQ reprendre des forces et surtout porter de nouveaux coups dont le prochain sera le budget, qui sera manifestement pro-patronale à part quelques carottes sur le logement qui ne régleront en rien la crise du logement. Pourquoi ne pas prévoir au moins une grève militante de 24 heures le jour du budget... et même plus, de 24 heures reconductible, par exemple, comme en France au printemps dernier ?
- ✓ À trop tergiverser, on crée aussi de l'exaspération chez les plus militantEs, qui confrontent les forces policières par petits groupes, et les secteurs les plus menacés par la privatisation comme les employéEs de soutien de la santé. Le gouvernement Charest ne cherche-t-il pas à provoquer et isoler les employéEs de soutien de la santé pour les écraser ? Ne faut-il pas se presser tranquillement ?
- ✓ Une autre occasion de grande mobilisation sera les élections fédérales. Belle occasion de réclamer la fin du « déficit fiscal » maintenant que c'est clair que le gouvernement Martin sera pire que son prédécesseur. Belle occasion de mettre les points sur les « i » à propos du scandale des commandites qui sert à humilier la nation québécoise.

**5. Proposer une orientation, des revendications qui unifient et qui mobilisent, une méthode d'organisation qui permettent à tous et toutes de décider et de participer.**

- ✓ Une orientation : « Préparons la grève générale publique-privée « tous et toutes ensemble »
- ✓ Des revendications :
  - Non aux lois scélérates, non aux privatisations.
    - On ne peut pas simplement sommer le gouvernement et le patronat de ne pas appliquer ces lois. Le patronat pourrait se tenir tranquille le temps d'écraser le Front commun et ensuite...
    - C'est pour cela qu'il faut un rapport de forces au niveau de la grève générale illimitée.

- Pour un réinvestissement massif et immédiat de 10 milliards \$ dans les services publics et les programmes sociaux.
  - Le Front commun de 1972 avec son 100\$ par semaine et la Marche des femmes de 2000 avec son 8.50\$ l'heure comme salaire minimum démontrent qu'il faut une, une seule, revendication unificatrice, concrète et précise pour mobiliser largement.
  - Plusieurs groupes commencent à parler en termes de « réinvestissement massif ».
  - 10 milliards \$, ça a l'air gros mais ce serait tout simplement revenir au statu quo de 1994. C'est donc dire l'ampleur des coupures du gouvernement fédéral (surtout les subventions aux provinces) fidèlement relayées par celle du PQ.
  - Cette revendication est sous-jacente à la grande majorité des revendications sectorielles.
  - Se contenter de moins, c'est se contenter de carottes. Et les gens ne se mobilisent pas en masse et pour longtemps pour des carottes.
- ✓ Réseau vigilance à la base et au sommet
  - En cas de grève générale, même de 24 heures, nous aurons tous et toutes à faire des sacrifices financiers et à prendre des risques. Normal donc que nous décidions tous et toutes ensemble.
  - Plus il y a de discussions, plus la sagesse populaire agit, meilleures sont les revendications, plus une large mobilisation prolongée devient possible.
  - Exemple : à l'UQO, ne serait-il pas possible de faire un comité de solidarité avec les chargéEs de cours — plus tard pour la grève générale — composé d'étudiantEs, de titulaires, d'employéEs de soutien et de chargéEs de cours ?
  - Ce comité ne pourrait-il pas se lier avec d'autres comités semblables au Cégep, au CHRO... dans une structure régionale électorale ?

Pour nous, à l'UFP-Outaouais, il nous semble qu'il faut ça pour gagner... autre chose que des peanuts.

Marc Bonhomme, 23/02/04